



ARCHIVES DU SÉNAT

INVENTAIRE DES PROCÈS-VERBAUX DE LA COMMISSION SÉNATORIALE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les documents décrits ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur le site internet du Sénat à l'occasion de la commémoration du [Centenaire de la Grande Guerre](#).

Contact : archives@senat.fr

PRÉSENTATION DE LA COMMISSION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Un projet de résolution de M. [Jean DUPUY](#) tendant à nommer au commencement de chaque année une commission des affaires extérieures et coloniales a été déposé en 1907 mais n'a pas abouti¹.

En 1913, la commission qui avait été chargée de l'examen de ce précédent projet de résolution est saisie de plusieurs projets de résolution² visant à instituer une commission des affaires étrangères. Une discussion en séance publique a lieu le 18 décembre 1913. Elle aboutit à nouveau au rejet.

La commission des affaires étrangères est finalement créée par la résolution du Sénat du 28 janvier 1915, qui adopte la proposition de résolution de M. [Louis MARTIN](#) tendant à créer au Sénat une commission annuelle des affaires étrangères³. Elle n'est toutefois pas mentionnée dans le Règlement du Sénat de 1917.

La commission est composée de 36 membres, nommés par les Bureaux. Durant la Première Guerre mondiale, les pouvoirs des commissaires de la commission des affaires étrangères, nommés en janvier 1915, sont prorogés jusqu'à la fin des hostilités par la résolution du Sénat du 27 janvier 1916.

¹ PPR de M. [Jean DUPUY](#), déposée en 1907, I. 100 ; rapport de M. [DECRAIS](#), I. 151, retiré ensuite par son auteur.

Archives du Sénat : 124S 1360 : procès-verbal de la commission chargée de l'examen du projet de résolution de MM. [MASCURAUD](#), [Jean DUPUY](#) et [Maxime LECOMTE](#), tendant à la nomination d'une commission annuelle de 18 membres chargée de l'examen de tous les projets de lois relatifs aux affaires extérieures et coloniales. 1907-1913

² PPR de M. [Louis MARTIN](#) relative à l'institution d'une commission des affaires étrangères et coloniales. Déposée en 1910, I. 69. Rapport sommaire déposé en 1913, I. 53.

PPR de M. [Henry BERENGER](#) tendant à instituer une commission permanente des affaires extérieures, des protectorats et coloniales. Déposé en 1913, I. 1958.

PPR de M. [CHASTENET](#) tendant à compléter l'article 16 du Règlement du Sénat et à la création d'une grande commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies. Déposé en 1913, I. 7.

Toutes ces PPR sont examinées dans le rapport de M. [CHASTENET](#), en 1913, I. 251.

³ PPR de M. [Louis MARTIN](#), déposée en 1915, I. 7 ; rapport de M. [Louis MARTIN](#), I. 24.

Archives du Sénat : 124S 1693 : procès-verbal de la commission relative à la création d'une commission des affaires étrangères. 1915

En même temps que sont déposées plusieurs propositions de résolution tendant à créer des commissions générales, M. [de SELVES](#) dépose une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission annuelle des affaires étrangères, adoptée le 20 janvier 1920. Ainsi, la réforme du Règlement du Sénat de 1921 prévoit, à l'article 15, une commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats, composée de 36 membres, proportionnellement à la répartition des groupes. Cette commission perdure jusqu'au 20 décembre 1923. A cette date, elle est scindée en deux commissions : la commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats, et la commission des colonies.

INVENTAIRE

69S 262 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

15 octobre 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil), MILLERAND (ministre de la guerre) et AUGAGNEUR (ministre de la marine) sur les combats dans les Balkans, le traité entre la Grèce et la Serbie, l'envoi de troupes à Salonique (« division d'Orient ») avec la Serbie, la Russie et l'Angleterre, le rôle de M. VENIZELOS (premier ministre grec), l'emprunt consenti à la Grèce, les torpillages et sous-marins en Méditerranée, attitude de la Bulgarie.

25 octobre 1915 : audition de MM. VIVIANI (Président du Conseil) et AUGAGNEUR (ministre de la marine) sur la question des Dardanelles, les opérations de Salonique et ses conséquences, les décisions gouvernementales.

10 novembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur la situation dans les Balkans, les relations avec l'Angleterre et la Serbie, l'état de troupes envoyées en Orient, les engagements de la Russie et de l'Italie, les décisions du Gouvernement concernant la Grèce et la Roumanie, les dispositions concernant le canal de Suez et l'Asie mineure.

20 novembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et de l'amiral LACAZE (ministre de la marine) sur l'expédition de Salonique avec l'Angleterre, sur la guerre sous-marine, conseil mixte avec les ministres anglais sur la question de Salonique, les relations diplomatiques avec la Grèce, le califat ottoman.

1^{er} décembre 1915 : réception des délégués suédois.

13 décembre 1915 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil) sur la situation dans les Balkans, à Salonique et la péninsule de Gallipoli, l'état de l'armée serbe.

1915

69S 263 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

17 janvier 1916, audition de M. BRIAND (Président du Conseil) et du Général GRAZIANI (chef d'Etat major) sur la situation du front d'Orient à Salonique et

les dernières résolutions prises par le Gouvernement, la neutralité de la Savoie du Nord et de la Suisse.

1^{ère} séance du 3 avril 1916 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur les résultats de la Conférence interalliée de Paris, la guerre sous-marine, le Bureau international des frêts de Londres, l'attitude de la Roumanie et de la Hollande.

2^{nde} séance du 3 avril 1916, audition de M. CLEMENT (ministre du commerce et de l'industrie) sur les résolutions de la Conférence économique des gouvernements alliés (notamment sur les industries allemandes de matières colorantes, chimiques et textiles, les programmes d'échanges de matières premières pendant la guerre et pour l'après-guerre).

6 novembre 1916 : audition de M. RIBOT (ministre des finances) sur les mesures du Gouvernement sur la protection des titres au porteur et des valeurs mobilières en dépôt dans les banques situées en pays envahis (dont la Belgique).

1916

69S 264 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

20 janvier 1917 : audition de M. BRIAND (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur la situation dans les Balkans, celle des troupes à Salonique, la situation politique à Athènes et sur la conférence de Rome.

22 janvier 1917 : audition de M. FOUGERES (Directeur de l'Ecole française d'archéologie d'Athènes) sur les troubles politiques des 1^{er} et 2 décembre 1916 produits à Athènes, notamment autour du bâtiment de l'Ecole française d'Athènes.

19 mai 1917 : audition de M. RIBOT (Président du Conseil et ministre des affaires étrangères) sur les décisions du gouvernement quant à la situation des troupes d'Orient à Salonique suite au rapport de M. JONNART, sur la conférence de Saint-de-Maurienne avec MM. LLOYD GEORGE (premier ministre britannique) et SONNINO (ministre des affaires étrangères italien).

11 juillet 1917 : audition de M. RIBOT sur les propos de tenus par M. THOMAS (ambassadeur extraordinaire à Moscou) sur l'Alsace-Lorraine, la révolution Russe et le Japon, sur la mission de M. JONNART à Athènes, la situation économique et financière en Russie.

3 octobre 1917 : audition de M. RIBOT sur la situation en Russie et ses conséquences sur les fronts militaires coalisés et les relations diplomatiques entre pays de l'Entente, sur la propagande pro-germanique dans les journaux suisses, sur l'arrivée de troupes américaines en France.

12 novembre 1917 : audition de M. BARTHOU (ministre des affaires étrangères) sur les derniers échanges diplomatiques avant la conférence de Paris, la situation politique en Russie et ses conséquences sur le front roumain, la situation en Italie après la défaite de Caporetto et l'accord de Rapallo, états des négociations avec les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, le congrès de Berne pour l'organisation d'une paix durable, état des dernières relations diplomatiques menées par MM. RIBOT et BRIAND et défaut de communication de documents à la commission.

1^{ère} séance du 14 novembre 1917 : audition de M. BRIAND sur une lettre envoyée à M. RIBOT relatives à des propositions de paix avec l'Allemagne.

2^{ème} séance du 14 novembre 1917 : audition de M. RIBOT sur des négociations de paix avec l'Allemagne et sa lettre à ce sujet.

10 décembre 1917 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation politique extérieure, la conférence des Alliés après le retrait des troupes russes et ses conséquences sur les fronts orientaux, situation des troupes à Salonique, les relations diplomatiques franco-suisses.

1917

69S 265 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

8 janvier 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur le rapport qui lui a été transmis par M. GOY, sur la situation politique en Russie et sur les fronts de l'est de l'Europe et orientaux, sur l'approvisionnement en matières premières produites en Russie, l'indépendance de la Finlande, l'état des relations diplomatiques entre les maximalistes russes avec les autorités allemandes et avec les autorités françaises, sur Léon TROTSKY, sur les propos tenus par M. LLOYD-GEORGE, sur les relations entre la France et l'Espagne en particulier sur le transport de marchandises entre les deux pays.

15 février 1918 : audition commune avec la commission des finances de MM. PICHON (ministre des affaires étrangères) et KLOTZ (ministre des finances) sur la situation faite aux porteurs de titre de rente russes et sur les avances en argent et en matériel de la France à l'empire russe et à la Russie révolutionnaire, sur le contrôle du *Transsibérien*.

3 mars 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation en Russie (et Ukraine, Finlande, Roumanie), le rôle du Japon, les échanges de fournitures et de matières premières avec l'Espagne, la situation en Palestine.

19 avril 1918 : audition commune avec les commissions de l'armée et de la marine de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) et PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation militaire (front, approvisionnement, matériel, aviation, forces américaines), l'état de la Russie, la question de la coopération du Japon, l'incident avec le comte CZERNIN dans les relations diplomatiques avec l'empire austro-hongrois.

6 juin 1918 : audition de M. PICHON sur l'incident avec le comte CZERNIN (suite), l'influence allemande sur la Russie et le rôle du Japon, entreprises diplomatiques de M. DOUMERGUE.

23 septembre 1918 : audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur la situation politique extérieure (Autriche, Bulgarie, Turquie, Allemagne, Espagne, Russie, Yougoslavie, Arménie, Tchécoslovaquie, Pologne).

1918

69S 266 Commission des affaires étrangères, séances : procès-verbaux.

27 février 1919 : audition commune avec la commission des finances de

M. KLOTZ (ministre des finances) sur le règlement des dettes de l'Allemagne envers la France et leur répartition, sur le projet d'impôt sur le capital.

18 avril 1919 : compte rendu du Président de SELVES de son entretien avec le Président du Conseil, audition de M. PICHON (ministre des affaires étrangères) sur une PPR déposée par le gouvernement sur le Bureau du Sénat, sur la coopération militaire de l'Angleterre et des Etats-Unis durant la période d'occupation des territoires ennemis (Rhur).

13 août 1919 : audition de MM. KLOTZ (ministre des finances) et LOUCHEUR (ministre de la reconstitution industrielle) sur les clauses financières du Traité de Versailles et les réparations versées par l'Allemagne.

14 août 1919 : audition de MM. PICHON (ministre des affaires étrangères), TARDIEU (commissaire général) et CLEMENT (ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes) sur les clauses du traité de Versailles et certains points à préciser (dont les questions de la Pologne et du Schleswig).

25 août 1919 : audition de MM. CLEMENCEAU (Président du Conseil, ministre de la guerre) et TARDIEU (commissaire général) sur le traité de paix, ainsi que des traités particuliers conclus avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique.

1919

69S 268 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

19 février 1920, audition de M. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur l'exécution du traité de Versailles.

3 juin 1920, auditions de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et de BERTHELOT (directeur des affaires politiques) sur la question d'Orient.

12 juillet 1920, audition de M. BAUDRY sur les rapports entre la Russie et l'Allemagne.

19 juillet 1920, audition de M. FLANDIN (résident général en Tunisie) sur la situation tunisienne.

24 juillet 1920, audition du colonel LAVNOFF (ministre des affaires étrangères de la République démocratique de la Russie blanche) et de M. de VULITCH sur les rapports en la Russie et l'Allemagne.

31 juillet 1920, audition de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et FRANCOIS-MARSAL (ministre des finances) sur les modifications apportées à Spa, au traité de Versailles, en ce qui concerne la livraison de charbon par l'Allemagne, puis sur les PJJ relatifs à l'emprunt et aux chemins de fer marocains.

8 décembre 1920, audition de MM. MILLERAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et du général GOURAUD sur l'occupation de la Syrie et de la Cilicie.

20 décembre 1920, audition de M. LEYGUES (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le rétablissement de l'ambassade auprès du Vatican,

et sur l'occupation en Syrie et en Cilicie.

24 décembre 1920, audition de MM. REGNAULT (ambassadeur de France) et BOLLEY (directeur général des douanes) sur les négociations franco-suissees relatives aux zones franches ; entretien avec MM. Michel MOSSI et Medhat FRASHERI (délégués de l'Albanie à la Conférence de la Paix) sur la situation de l'Albanie.

27 décembre 1920, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur les affaires d'Orient.

29 décembre 1920, audition de M. LEYGUES (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les affaires d'Orient.

1920

69S 269 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

24 janvier 1921, audition de M. Léon BOURGEOIS (président du Sénat) sur la Société des Nations.

18 février 1921, audition de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) et LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur le traité de Versailles, les accords de Paris, et le traité de Sèvres (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

23 mars 1921, audition commune avec la commission des finances de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LOUCHEUR (ministre des régions libérées) et DOUMER (ministre des finances) sur le resserrement, à Londres, des rapports entre les Alliés.

25 mars 1921, audition de M. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le rétablissement de l'ambassade du Vatican.

8 avril 1921, audition de MM. HERBETTE et ALPHAND sur la convention d'application des clauses économiques du traité de Saint-Germain.

6 juillet 1921, audition de MM. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LOUCHEUR (ministre des régions libérées) sur l'armée du Levant, l'emprunt du Maroc, et la Banque industrielle de Chine (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

9 novembre 1921, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur le traité franco-turc.

12 novembre 1921, audition de M. FRANKLIN-BOUILLON sur le traité d'Angora.

12 novembre 1921, audition de M. DOUMER (ministre des finances) sur la Banque industrielle de Chine (commissions des affaires étrangères et des finances réunies).

31 décembre 1921, audition de M. BRIAND (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les accords d'Angora.

1921

69S 270 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

3 février 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur les résolutions prises à Cannes, sur les traités signés par les Alliés et les peuples vaincus, sur la conférence de Gênes, et sur la situation de la Russie.

8 mars 1922, audition de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), SARRAUT (ministre des colonies) et RAIBERTI (ministre de la marine) sur la conférence de Washington.

7 juin 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le P.J.L. créant un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur, sur l'emprunt international allemand, sur les obligations envers la Pologne et la Roumanie, sur les ressortissants français à Monaco, sur les délais d'occupation, et sur les secours aux affamés de Russie.

5 juillet 1922, audition de M. LONG (gouverneur général de l'Indochine) sur la situation politique intérieure des colonies et protectorats français, et sur les rapports que l'empire français d'Extrême-Orient entretient avec les pays voisins.

22 novembre 1922, audition de M. MILHAUD (ancien directeur des services de la propagande) sur le service de la propagande.

29 novembre 1922, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le projet de loi sur la Banque industrielle de Chine.

1922

69S 271 Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et des protectorats, séances : procès-verbaux.

24 février 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur le P.J.L. portant ouverture de crédits pour l'occupation de la Ruhr.

16 mars 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur la question de Memel.

8 juin 1923, audition de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), LE TROQUER (ministre des finances) et de LASTEYRIE du SAILLANT (ministre des travaux publics) sur le P.J.L. relatif aux crédits concernant les opérations de la Ruhr (commissions des finances et des affaires étrangères réunies).

26 novembre 1923, audition de M. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères) sur la situation de la France vis à vis de ses alliés, sur l'état de l'Allemagne au point de vue politique, militaire et financier, et sur la question de l'occupation de la Ruhr.

5 décembre 1923, audition commune avec la commission des finances de MM. POINCARE (Président du Conseil, ministre des affaires étrangères), de LASTEYRIE du SAILLANT (ministre des finances), MAGINOT (ministre de la guerre et des pensions), et LAURENT-EYNAC (sous-secrétaire d'Etat à

7

l'aéronautique) sur les PJJ portant autorisation de faire des avances à la Pologne, à la Roumanie, et à l'Etat Serbo-croate-slovène.

1923